

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

MALI: LA JUNTE RÉUNIT PARTIS ET SOCIÉTÉ CIVILE CE WEEK-END

Les militaires à la tête du Mali depuis deux semaines ont fait un pas vers la transition devant ramener les civils au pouvoir en fixant mardi à la fin de semaine la tenue de concertations avec les partis et la société civile. Les colonels qui ont renversé le président Ibrahim Boubacar Keita le 18 août ont promis de rendre les commandes aux civils à l'issue d'une transition d'une durée encore indéterminée.

AFRIQUE DU SUD: L'ANC SOUTIEN LE CHEF DE L'ÉTAT, ATTAQUÉ PAR SON PRÉDÉCESSEUR

Le Congrès national africain (ANC), au pouvoir en Afrique du Sud, a apporté son soutien au président Cyril Ramaphosa, que son prédécesseur Jacob Zuma a accusé de s'attirer les bonnes grâces de la minorité blanche en accusant leur parti d'être terni par la corruption. Dans une récente lettre ouverte, le chef de l'Etat, également président du parti, a exhorté les membres de l'ANC, au pouvoir depuis la chute de l'apartheid en 1994, à affronter "la dure réalité" et à admettre que leur formation était devenue "l'accusé numéro 1" en matière de corruption.

ÉTATS-UNIS: TENSIONS POLITIQUES ET ARMES À FEU

Des affrontements en marge de manifestations antiracistes ont fait trois morts aux Etats-Unis, pays où les divisions de la société, exacerbées par une triple crise, et la présence massive d'armes à feu font craindre le pire à l'approche de la présidentielle. Donald Trump espère décrocher un second mandat le 3 novembre.

Guinée : Condé candidat à un troisième mandat

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Ayant entretenu un certain doute à sa participation à l'élection présidentielle d'octobre prochain dans son pays, le président de la

Guinée-Conakry, Alpha Condé, a décidé de briguer un troisième mandat. Une confirmation de sa candidature par son parti qui laisse déjà présager des manifestations à Conakry, la capitale et le reste du pays.

Ainsi, le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), a annoncé lundi dernier dans un communiqué à la télévision nationale que le chef de l'Etat de 82 ans, élu en 2010 et réélu en 2015, avait accepté d'être son candidat le 18 octobre. Sollicité début août lors d'un congrès acquis à sa cause, il avait "pris acte" sans

Tout en demandant à sa formation et à ses alliés de s'engager sur son programme politique.



Les opposants ont lancé un appel à contester ce week-end.

formellement accepter. Tout en demandant à sa formation et à ses alliés de s'engager sur son programme politique.

Du côté de l'opposition et de la société civile, c'est un autre son de cloche. En ce sens, le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), collectif de partis, de syndicats et de membres de la société civile, a dénoncé en termes très virulents cette candidature à un troisième mandat "illégitime". Dans un communiqué, il décrit la présidence Condé comme une "dictature féroce" et fustige la manière "poltronne" dont la candidature a été annoncée.

En outre, le FNDC indique que

la contestation qu'il a menée pendant des mois va entrer dans une "phase décisive". Ce collectif affirme qu'"il est désormais évident pour les plus sceptiques que M. Alpha Condé, qui revendique des décennies de lutte pour la démocratie en Guinée, n'est autre que la plus grande désillusion de l'histoire politique de notre pays". Non sans appeler ses partisans à "se préparer à la reprise des manifestations".

Il faut rappeler que le FNDC a à plusieurs reprises appelé les Guinéens massivement dans les rues depuis octobre 2019 pour faire barrage à un troisième mandat de M. Condé et à une réforme constitutionnelle qui lui permet-

trait de se représenter. Le pouvoir a effectivement fait adopter une nouvelle Constitution dans des conditions contestées en mars. Elle limite le nombre de mandats présidentiels à deux, mais les partisans de M. Condé soutiennent que son adoption remet les compteurs à zéro.

Chez le voisin ivoirien aussi, les partisans du président Alassane Ouattara invoquent la révision constitutionnelle de 2016 pour défendre sa candidature à un troisième mandat le 31 octobre. L'annonce de cette candidature début août a dégénéré en trois jours de violences qui ont fait six morts.

De l'opposant à l'autocrate ?

J.O.

Libreville/Gabon

Ancien opposant historique, Alpha Condé est devenu en 2010 le premier président démocratiquement élu après des décennies de régimes autoritaires dans cette ancienne colonie française d'Afrique de l'Ouest, où plus de la moitié de la population vit dans la pauvreté malgré la richesse de son sous-sol.

Cette troisième candidature, fortement contestée par ses opposants et la société civile guinéenne, passe

également mal chez la plupart des observateurs. Ils ont du mal à comprendre que l'ancien opposant aux différents régimes autocratiques dans son pays soit brusquement devenu l'un des chantres d'une durée discontinuée au pouvoir. M. Condé a, à de nombreuses reprises, critiqué la limitation à deux mandats. Ce n'est donc pas sans raison que ses opposants l'accusent de dérive autoritaire. Les défenseurs des droits humains dénoncent, à leur tour, la dégradation observée au fil des années, les violences des forces de l'ordre lors des manifestations

qui ont fait quelque 200 morts en toute impunité depuis son arrivée au pouvoir selon l'opposition.

Par ailleurs, un groupe d'opposants guinéens a récemment déposé plainte en France contre Alpha Condé et plusieurs de ses proches pour corruption, trafic d'influence et blanchiment de corruption. Ces derniers estiment que le président élu en 2010 est donc loin d'incarner certaines valeurs de démocratie et de bonne gouvernance. Ce qui fait craindre des violences à venir lors de cette présidentielle qui aura lieu le 18 octobre prochain.



Alpha Condé ou une image écornée.